

PLACEMENTS SUR LES MARCHÉS PUBLICS

En sa qualité d'investisseur à long terme, Investissements PSP croit en l'importance d'établir une surveillance étroite de ses placements. Nous nous servons de notre rôle d'actionnaire afin de promouvoir de saines pratiques de gouvernance en exerçant nos droits de vote. De plus, nous dialoguons activement avec les sociétés sur une base individuelle, par l'entremise de fournisseurs de services et en collaboration avec d'autres investisseurs institutionnels qui partagent nos vues.

Avant d'allouer des fonds à un gestionnaire externe, nous faisons une vérification diligente afin de nous assurer que les politiques et procédures du gestionnaire correspondent à notre Politique sur l'investissement responsable. Nous voulons également confirmer que les processus de placement du gestionnaire sont en mesure de détecter les facteurs ESG et de gérer les risques.

EXERCER NOS DROITS DE VOTE PAR PROCURATION

Nos [lignes directrices sur le vote par procuration](#) portent sur les enjeux de gouvernance d'entreprise à l'égard desquels nous pouvons être appelés à voter de temps à autre, ainsi que sur les principes qui nous guident dans l'exercice de nos votes. Nous tenons compte des principes de gouvernance lorsque nous évaluons le bien-fondé d'un enjeu et exerçons nos droits de vote, en vue de maximiser la valeur des actions que nous détenons.

Dans la gestion active de nos votes par procuration :

- › Lors de l'exercice des droits de vote, nous analysons les circulaires de sollicitation de procuration et la recherche provenant de fournisseurs de services, tant pour les actions détenues dans des comptes gérés à l'interne que pour les comptes distincts gérés par des gestionnaires externes.
- › Nous revoyons et modifions les lignes directrices sur le vote par procuration tous les deux ans, principalement en vue de mieux définir nos attentes à l'égard des émetteurs en ce qui a trait à certains aspects de la gouvernance.

Lors des assemblées des actionnaires, la plupart des propositions sont soumises par les directions des sociétés et portent sur l'élection des administrateurs, la nomination des auditeurs et d'autres sujets survenant dans le cours normal des affaires. Dans certaines circonstances, en vertu des lois ou des règles des bourses applicables, des assemblées spéciales des actionnaires peuvent être convoquées pour approuver des transactions, comme des fusions et acquisitions, des régimes de rémunération à base de titres et des transactions dilutives.

Investissements PSP s'efforce d'exprimer son vote lors de toutes les assemblées des actionnaires de sociétés dont elle détient des titres. Cependant, dans certaines juridictions, en raison de restrictions liées au blocage d'actions, nous choisissons souvent de ne pas exercer notre vote. Le blocage d'actions est une pratique selon laquelle la négociation des actions peut être bloquée pour une certaine période de temps lorsque les droits de vote sont exercés, généralement jusqu'à la tenue de l'assemblée des actionnaires, et parfois après celle-ci. Investissements PSP n'est pas en accord avec de telles restrictions, car celles-ci créent un obstacle à la gestion de son portefeuille.

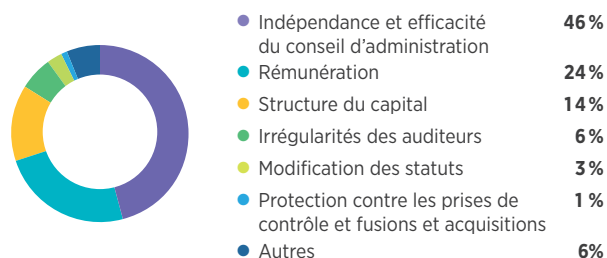
ACTIVITÉS DE VOTE PAR PROCURATION AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Droits de vote exercés	Exercés lors de 3 871 assemblées, pour un total de 41 912 résolutions
Restrictions liées au blocage d'actions	Incapable d'exercer des droits de vote dans moins de 1% des assemblées

À l'exercice 2017, Investissements PSP a voté contre les recommandations de la direction ou s'est abstenue de voter à l'égard d'environ 9 % des 40 625 résolutions proposées par la direction.

Ce graphique présente une ventilation de ces votes en fonction des enjeux.

VOTE CONTRE LA DIRECTION PAR ENJEUX (EF 2017)



PROMOUVOIR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION EFFICACES

En tant qu'investisseur institutionnel à long terme sur les marchés boursiers mondiaux, Investissements PSP croit que de saines pratiques de gouvernance et un comportement responsable contribuent à la performance financière à long terme des sociétés inscrites en bourse dans lesquelles elle investit et sont importantes pour assurer le bon fonctionnement des marchés boursiers.

Indépendance

Investissements PSP croit qu'un conseil d'administration fort et indépendant est en meilleure posture pour diriger et contrôler avec succès une entreprise dans le but d'assurer la croissance de la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au cours de l'exercice 2017, Investissements PSP s'est abstenue de voter ou a voté contre certaines candidatures proposées pour les raisons suivantes : manque d'indépendance, absence de séparation des rôles de président du conseil et de chef de la direction, faible présence aux réunions et temps insuffisant consacré aux fonctions d'administrateur.

Diversité

Investissements PSP est d'avis que de solides conseils d'administration et équipes de direction – composés de professionnels qualifiés et dotés d'une gamme variée de perspectives, de formations et d'expériences – contribuent à une meilleure prise de décisions. Nous encourageons les émetteurs à promouvoir la diversité à tous les échelons de leur organisation.

Lorsque la diversité fait défaut, nous nous attendons à ce que les émetteurs prennent les mesures nécessaires pour devenir plus inclusifs, spécialement au sein de leur conseil d'administration et de leur équipe de direction. Cela comprend notamment l'adoption et la divulgation de politiques et d'objectifs ciblés, ainsi qu'une meilleure communication des résultats.

Efficacité et intégrité

Annuellement, au moment de proposer des candidats à titre d'administrateurs, les conseils d'administration et les comités de nomination devraient envisager le renouvellement du conseil en se basant sur la durée du mandat et la performance des administrateurs. Dans de rares occasions, lorsqu'il y a des enjeux liés à la gouvernance et un manque de renouvellement des administrateurs au sein d'un conseil, Investissements PSP peut voter contre le président du comité de nomination, ou s'abstenir de le soutenir.

Nous sommes d'avis que les actionnaires doivent avoir la chance de voter pour ou contre chaque administrateur, sur une base annuelle et individuelle, plutôt que sous forme de liste ou de façon échelonnée. Nous croyons également à l'adoption d'une norme exigeant le vote à la majorité pour l'élection des administrateurs.

« Le groupe Investissement responsable joue un rôle clé dans nos efforts pour améliorer les politiques et pratiques de gouvernance des sociétés dans lesquelles nous investissons. Le groupe fait la promotion de processus décisionnels transparents au sein des conseils d'administration et des équipes de direction, et préconise la divulgation complète des renseignements importants. Il s'agit d'une démarche fondamentale pour assurer des activités efficaces sur les marchés des capitaux. »

— Jérôme Bichut, directeur général, Portefeuille d'actions de sociétés

RÉMUNÉRATION

Investissements PSP estime que la rémunération des hauts dirigeants doit être structurée convenablement pour accroître la valeur actionnariale tout en récompensant un rendement conforme ou supérieur aux objectifs.

La rémunération des administrateurs externes doit être établie à un niveau financièrement intéressant, sans pour autant les rendre redevables à un émetteur ou compromettre leur indépendance. La rémunération de la direction doit être suffisante pour attirer, motiver et retenir des cadres hautement qualifiés, et doit être liée au rendement ajusté en fonction du risque.

Nous appuyons les résolutions des actionnaires qui demandent une ratification annuelle non contraignante des politiques de rémunération des hauts dirigeants. Nous évaluons les pratiques de rémunération au cas par cas, en tenant compte de l'harmonisation de la rémunération au rendement. La rémunération du chef de la direction doit être cohérente avec celle des autres dirigeants et elle doit être évaluée en fonction de cibles de rendement significatives pour la rémunération incitative à long terme. De plus, nous encourageons les émetteurs à adopter des politiques de récupération.

Au cours de l'exercice 2017, Investissements PSP a voté contre plusieurs propositions lorsque la rémunération ne correspondait pas au rendement de la société ou faisait l'objet d'une divulgation inadéquate des critères de rendement. Nous avons également voté plusieurs fois contre des indemnités de départ excessives de hauts dirigeants (parachutes dorés) ou des indemnités de départ à déclencheurs uniques à la suite d'une proposition de fusion ou d'acquisition, par exemple.

STRUCTURE DU CAPITAL

En règle générale, Investissements PSP appuie les changements proposés à la structure du capital d'une société, pourvu qu'ils soient justifiés par des motifs d'affaires valables.

Au cours de l'exercice 2017, nous avons voté contre des changements proposés à la structure du capital de certaines sociétés en raison de dilution non justifiée par des motifs d'affaires.

ACCÈS AUX PROCURATIONS

Nous croyons que les actionnaires devraient pouvoir influencer significativement le processus de nomination des administrateurs. À l'heure actuelle, selon les pratiques exemplaires adoptées au Canada, un comité de nomination formé de membres indépendants du conseil d'administration sélectionne les candidats. Les candidatures peuvent parfois émaner du réseau de relations des membres du conseil d'administration ou du chef de la direction. Selon nous, la composition des conseils d'administration au Canada bénéficierait de l'apport des actionnaires dans le processus de nomination. Un tel apport est essentiel à la démocratie actionnariale.

Les mécanismes actuels d'accès aux procurations n'accordent pas toujours une place prééminente aux candidatures soumises par les actionnaires dans la circulaire de sollicitation de procurations. Nous préconisons un meilleur accès pour augmenter la participation des actionnaires dans le processus de nomination des administrateurs.

IRRÉGULARITÉS DES AUDITEURS

Investissements PSP appuie la nomination des auditeurs s'ils respectent les principes généralement reconnus en matière d'indépendance et s'ils se sont acquittés de leurs responsabilités avec intégrité et diligence.

À quelques occasions au cours de l'exercice 2017, nous avons voté contre des auditeurs qui, à notre avis, ne se conformaient pas aux normes ci-dessus.

MODIFICATIONS AUX STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ

Investissements PSP doit parfois étudier des modifications aux statuts d'une société, et de voter à cet égard. Mentionnons par exemple des modifications qui limitent le droit de convoquer une assemblée extraordinaire ou qui changent le territoire de constitution d'une société.

Les modifications proposées à la structure de gouvernance d'une société sont examinées au cas par cas. Nous votons généralement contre les propositions qui diminuent les droits des actionnaires.

PROTECTION CONTRE LES PRISES DE CONTRÔLE ET LES FUSIONS

Investissements PSP évalue toujours, au cas par cas, les politiques et les propositions de protection contre les prises de contrôle, ainsi que les régimes de droits des actionnaires.

Au cours de l'exercice 2017, Investissements PSP a voté contre des propositions de prise de contrôle, des politiques et des régimes de droits des actionnaires qui n'étaient pas structurées de façon à maximiser la valeur des actionnaires ou qui pouvaient affecter leurs droits.

PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES

Les propositions d'actionnaires peuvent être des moyens utiles et pertinents pour soulever des enjeux et effectuer des changements dans des sociétés moins performantes ou aux pratiques déficientes en matière environnementale, sociale ou de gouvernance. Investissements PSP évalue toutes les propositions d'actionnaires au cas par cas. En règle générale, elle appuie les propositions d'actionnaires qui visent à accroître le niveau de reddition de comptes du conseil d'administration envers les actionnaires et qui sont dans l'intérêt financier de l'entreprise, sans imposer de contraintes excessives à la société, à son conseil d'administration ou à sa direction.

Au cours de l'exercice 2017, Investissements PSP a voté sur 1 287 propositions d'actionnaires et a appuyé 43 % d'entre elles.

EXEMPLES DE PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES APPUYÉES		
OBJET DE LA PROPOSITION D'ACTIONNAIRES	NOMBRE DE PROPOSITIONS APPUYÉES	MOTIF POUR APPUYER LES PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRES
Accès aux procurations	58	Nous croyons que les actionnaires devraient pouvoir influencer significativement le processus de nomination des administrateurs.
Propositions liées à la rémunération	30	Nous soutenons les propositions qui accroissent la divulgation sur la rémunération des hauts dirigeants et qui assurent une meilleure harmonisation des intérêts des hauts dirigeants avec ceux des actionnaires.
Rapport sur la durabilité et autres questions environnementales	49	Nous appuyons les propositions qui visent à accroître la reddition de comptes du conseil d'administration envers les actionnaires sur les questions de durabilité et d'environnement.
Contributions politiques et divulgation en matière de lobbying	43	Nous soutenons la pleine et transparente divulgation des pratiques des sociétés relativement aux contributions politiques et au lobbying. À l'occasion, quand cette pratique est absente, nous appuyons les propositions des actionnaires qui demandent une telle divulgation.
Président du conseil indépendant et séparation des rôles de président du conseil et de chef de la direction	24	Nous croyons que le président du conseil devrait être un administrateur indépendant.

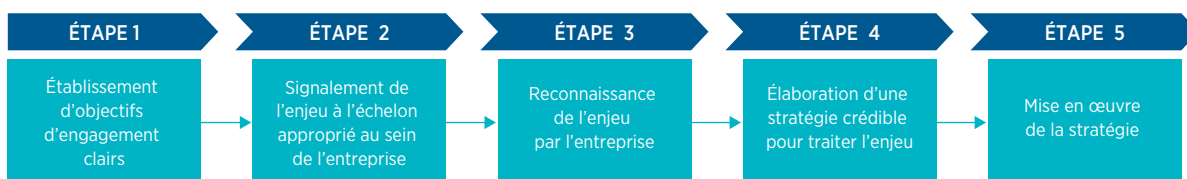
ENGAGEMENT ACTIONNARIAL AVEC LES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE

Nous discutons directement avec des sociétés cotées en bourse en vue d'améliorer leurs pratiques ESG sur une gamme variée d'enjeux, comme la gestion de la pollution et des déchets, la santé et sécurité, la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'indépendance du conseil d'administration et la rémunération des hauts dirigeants. Nous dialoguons avec les entreprises de notre portefeuille d'actions pour encourager un comportement d'entreprise durable qui vise à améliorer le rendement financier à long terme.

Le processus par lequel nous sélectionnons les entreprises avec lesquelles nous engageons un dialogue tient compte de facteurs comme la capacité d'accroître la valeur pour les actionnaires, les probabilités de réussite de l'engagement et la pertinence des enjeux ESG. L'intensité des échanges évolue au fil du temps : certains engagements consistent d'une ou deux réunions étalées sur quelques mois, tandis que d'autres, plus complexes, entraînent de nombreuses réunions avec des membres du conseil d'administration et de la haute direction pendant plusieurs années. Nous établissons nos objectifs en fonction des enjeux qui, selon nous, requièrent des changements de comportement. Souvent, plusieurs enjeux liés aux pratiques ESG doivent être abordés au sein d'une même entreprise. Chaque enjeu peut nécessiter divers niveaux d'efforts ainsi que différents points de contact.

Lorsqu'un engagement prolongé est requis, nous adoptons une approche en cinq étapes afin de guider le processus d'engagement et d'évaluer son succès.

Processus d'engagement actionnarial en cinq étapes

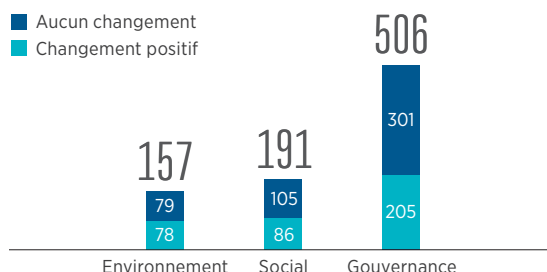


« Notre groupe Investissement responsable est proactif lorsqu'il entame un dialogue avec des sociétés et auprès de ses pairs au chapitre des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance. Il privilégie le dialogue et la collaboration, et ses efforts sont récompensés par des résultats tangibles. Par exemple, au cours de l'exercice 2017, ses interventions auprès d'un conseil d'administration ont permis à l'entreprise d'atteindre ses objectifs stratégiques et de réaliser une transaction qui s'est avérée bénéfique pour les actionnaires. »

— Anik Lanthier, première vice-présidente, Marchés publics et stratégies de rendement absolu

Au cours de l'exercice 2017, nous avons progressé à l'égard de nos objectifs d'engagement actionnarial sur divers thèmes et dans plusieurs régions. Les progrès dans la réalisation de nouvelles étapes pour chacun de ces objectifs sont illustrés dans les graphiques ci-dessous.

**OBJECTIFS D'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL :
PROGRÈS ANNUEL (EF 2017)**



ENGAGEMENT ACTIONNARIAL PAR PAYS OU RÉGION (EF 2017)



Durant l'exercice 2017, avec l'appui d'un fournisseur de services, Investissements PSP a effectué des activités d'engagement actionnarial auprès de 477 sociétés cotées en bourse dont elle détenait les titres. Ces engagements ont lieu à l'échelle mondiale.

Nos dialogues couvrent une variété d'enjeux ESG. Ci-dessous se trouve une ventilation de nos activités d'engagement actionnarial présentées par enjeu, suivie d'une description pour chaque catégorie.

**ENGAGEMENTS PAR THÈME
(EF 2017)**



THÈME	EXEMPLES D'ENJEUX ABORDÉS
Gouvernance	L'indépendance des administrateurs, le vote à la majorité, la séparation des rôles de président du conseil et de chef de la direction, la planification de la relève, la structure des comités, la rémunération au rendement, la divulgation et la gestion du risque, y compris les risques liés aux malversations et à la corruption.
Social	La main-d'œuvre et les relations avec les collectivités, la santé et sécurité, les droits de l'homme et la cybersécurité.
Environnement	Les changements climatiques, le stress hydrique, la biodiversité, l'utilisation des terres et des forêts, et la gestion de la pollution et des déchets.

L'ENGAGEMENT ACTIONNARIAL EN ACTION

Investissements PSP s'engage à discuter directement des enjeux liés aux risques ESG avec les entreprises. Ci-dessous se trouvent des exemples de dialogues entrepris en vue d'améliorer la performance financière à long terme.

Société internet mondiale	
OBJECTIF Assurer un meilleur arrimage entre la composition du conseil d'administration et la stratégie de l'entreprise.	CONTEXTE L'entreprise étudiait la possibilité d'effectuer un important virage dans ses activités et avait entrepris une revue stratégique de ses options. Le conseil d'administration ne parvenait pas à un consensus sur l'orientation stratégique et, en raison du désaccord, deux administrateurs ont démissionné. Ce différend a soulevé des questions à propos de la capacité du conseil d'administration de guider la réorientation de l'entreprise.
RÉALISATIONS <ul style="list-style-type: none">› Au cours des discussions, l'entreprise a reconnu l'importance de nommer au conseil de nouveaux administrateurs qui comprennent l'orientation stratégique de la société. Les critères de composition du conseil d'administration ont été ajustés afin de recruter des candidats avec une grande expérience en restructuration et les compétences pour évaluer de nouvelles opportunités, y compris celles liées à la restructuration. Le conseil d'administration travaille désormais de façon plus consensuelle et a la capacité d'évaluer efficacement les propositions afin de créer de la valeur pour les actionnaires.	

Fabricant de semi-conducteurs asiatique	
OBJECTIF Améliorer les pratiques de santé et sécurité.	CONTEXTE Nous avons entamé notre dialogue avec la société en 2014, à la suite de rapports diffusés dans les médias au sujet d'incidents liés à la santé et sécurité, notamment une fuite de gaz en 2015.
RÉALISATIONS <ul style="list-style-type: none">› Investissements PSP a fortement recommandé à la société d'envisager la mise en place d'une stratégie exhaustive afin de déceler et de prendre en charge les risques liés à la santé et sécurité, dont l'ajout de formations et de soutien au personnel et aux employés contractuels.› Après avoir reconnu les manquements dans son cadre de santé et sécurité et d'environnement, la direction de la société a créé un groupe Environnement, santé et sécurité qui relève du chef de la direction. Elle a également fourni une supervision supplémentaire pour les tâches à risques élevés ; une formation axée sur les risques destinée au personnel sur le terrain ; le prolongement de la formation et de l'assurance médicale aux employés contractuels ; ainsi que la création d'un système pour documenter les questions de santé et sécurité des employés contractuels.› En réponse à notre demande d'améliorer les mesures de prévention des accidents, la société a partagé un plan détaillé sur cinq ans (2016-2020) qui vise à améliorer les mesures de sécurité et à accroître la sensibilisation à long terme. Les indicateurs clés de performance pour les chefs de division comprennent maintenant des mesures de santé et sécurité.› Investissements PSP continue d'encourager la société à améliorer sa gestion de la santé et sécurité.	

Importante société pétrolière et gazière internationale

OBJECTIF

Améliorer la divulgation de l'information à l'égard des risques liés au délaissement d'actifs.

CONTEXTE

Tout comme pour d'autres producteurs pétroliers et gaziers d'envergure, la société est potentiellement exposée à une réduction de sa demande à long terme en raison des politiques de lutte contre les changements climatiques.

La société pouvait surinvestir en exploration et en production, ce qui aurait nui aux rendements du capital investi et mené à des réductions de la valeur des actifs. Certains d'entre eux pourraient être délaissés et cesser leurs activités.

RÉALISATIONS

- › Les investisseurs ont envoyé une lettre pour demander des renseignements au sujet du risque potentiel liés au délaissement d'actifs. La société a tenu compte des préoccupations des actionnaires en théorie, mais n'a pas fait connaître publiquement sa position.
- › Les investisseurs ont exercé une pression continue sur la société. En 2014, elle a diffusé une lettre déclarant publiquement que le réchauffement climatique pourrait faire augmenter la température de 2°C d'ici la fin du 21^e siècle.
- › Depuis 2015, nous avons organisé plusieurs réunions avec l'entreprise afin de souligner l'importance d'une meilleure divulgation des risques liés aux changements climatiques. Elle a reconnu publiquement qu'une demande réduite liée à des scénarios de faibles émissions de carbone pourrait avoir une incidence sur ses activités, mais que la demande pour des produits à faible consommation d'énergie pourrait augmenter pour le gaz, les biocarburants et les produits chimiques.

Société pétrolière et gazière

OBJECTIFS

Accroître l'indépendance du conseil d'administration.

Assurer une meilleure représentation des actionnaires minoritaires au sein du conseil d'administration.

Réduire les conflits d'intérêts et traiter les risques de corruption qui ont été décelés.

CONTEXTE

Cette société d'État compte des actionnaires minoritaires, notamment des investisseurs institutionnels internationaux. Une enquête en cours, démarrée en 2009, a révélé un scandale de corruption dans lequel des hauts dirigeants nommés par des élus étaient accusés d'avoir soutiré des pots-de-vin à des fournisseurs et des entrepreneurs. Nous étions préoccupés par l'absence de mécanismes en place pour gérer et atténuer le conflit d'intérêts avec le gouvernement.

RÉALISATIONS

- › En 2012, nous avons entamé notre engagement au chapitre de la composition du conseil d'administration. Nous avons proposé des changements afin de permettre aux actionnaires minoritaires de désigner et d'élire deux administrateurs indépendants. La proposition a d'abord été rejetée par les actionnaires soutenus par le gouvernement, notamment les régimes de pensions contrôlés par l'État.
- › Notre engagement envers la représentativité du conseil d'administration, en collaboration avec d'autres investisseurs institutionnels, a été couronné de succès. Lors de l'assemblée générale annuelle de 2015 – au moment où l'enquête en cours s'intensifiait – le gouvernement a nommé deux administrateurs indépendants plutôt que des représentants de l'État. La société a également nommé un chef de la conformité afin de renforcer le cadre de gouvernance. De plus, elle a établi un dialogue avec les actionnaires minoritaires, contribuant ainsi à améliorer considérablement les pratiques de gouvernance de l'entreprise. Un programme solide de conformité et de gestion d'un changement de culture est également en route.
- › Nous surveillons le progrès de l'entreprise, nous fournissons de la rétroaction et nous partageons des pratiques exemplaires. L'entreprise a élaboré une politique officielle de nomination des membres du conseil d'administration et de la haute direction qui reflète des exigences sévères en matière d'intégrité.

Société de soins de santé nord-américaine

OBJECTIFS

Structure du conseil d'administration : renouvellement des membres du conseil, et séparation des rôles de président du conseil et de chef de la direction.

Rémunération des hauts dirigeants : renforcement de la politique de récupération et clarification des critères de rendement pour la rémunération incitative.

Adoption d'une politique d'accès aux procurations.

CONTEXTE

En 2012, nous avons entamé un engagement auprès de la société afin de soulever des préoccupations liées à des enjeux de gouvernance.

Nous craignons une politique insuffisante de récupération pour la rémunération des hauts dirigeants, ainsi qu'un manque de clarté à l'égard des critères de rendement qui encadrent la rémunération incitative.

Relativement à la structure du conseil d'administration, nous étions préoccupés par les rôles combinés du président du conseil et chef de la direction, ainsi que par le nombre d'administrateurs qui siégeaient au conseil d'administration depuis très longtemps.

Nous leur avons offert des conseils sur l'adoption d'une politique d'accès aux procurations et la divulgation d'information générale concernant la gouvernance.

RÉALISATIONS

La société est maintenant reconnue en Amérique du Nord – et à l'échelle mondiale – pour ses pratiques exemplaires à l'égard de sa structure de gouvernance et de ses activités d'engagement auprès des investisseurs.

La société a amélioré ses pratiques en regard de la structure et de la composition du conseil d'administration, de la rémunération des hauts dirigeants, d'accès aux procurations et d'engagement avec les actionnaires :

- › Structure du conseil d'administration : Nomination de l'administrateur principal indépendant doté d'un ensemble de pouvoirs clairs et robustes, combiné à des changements qui renforcent la structure de leadership du conseil d'administration et des membres de ses comités.
- › Renouvellement du conseil d'administration et diversité : Trois nouveaux administrateurs indépendants ont été nommés récemment. En 2016, la société a été reconnue par l'organisme 2020 Women on Boards car plus du cinquième des postes d'administrateurs sont occupés par des femmes.
- › Améliorations importantes apportées à la rémunération des hauts dirigeants : La société a mis en place des régimes de rémunération incitative à plus long terme pour les hauts dirigeants qui sont clairement reliés au rendement de la société. La politique de récupération est reconnue comme une pratique exemplaire de l'industrie.
- › En 2015, le conseil d'administration a proposé l'adoption d'un règlement relatif à l'accès aux procurations : Ceci permet aux actionnaires qui détiennent un total d'au moins 3 % d'actions en circulation, sur une période minimum de trois ans, d'accéder aux procurations pour proposer jusqu'à 20 % des candidats au conseil d'administration.
- › Le conseil d'administration et la direction ont accru leurs efforts d'engagement auprès des investisseurs.